

## Samba-Panza s'explique devant les Conseillers nationaux (ouverture des travaux de la journée de restitution des résultats du forum de Brazzaville)

Devant les Conseillers nationaux de la Transition, mardi 7 octobre, la présidente de la Transition, Catherine Samba-Panza a expliqué le pourquoi du forum de Brazzaville. Elle s'est justifiée sur le prétendu détournement du don angolais. Elle a également balayé du revers de la main les rumeurs sur la prochaine présence des soldats tchadiens à Bangui pour assurer sa sécurité. l'Intégralité du discours convaincant ou pas.



Journée de restitution des résultats du Forum de Brazzaville  
Hémicycle du Conseil National de Transition

*Mardi 07 Octobre 2014*

**Discours d'ouverture de Madame la Présidente de la République, Chef de l'Etat de la Transition**

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de Transition,  
Madame la Vice Présidente du Conseil National de Transition,  
Monsieur le Président de la Cour Constitutionnelle de Transition,  
Monsieur le Président du Haut Conseil de la Communication de Transition,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement de Transition,  
Monsieur le Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique,  
Monsieur le Représentant Spécial de l'Union Africaine en Centrafrique,  
Monsieur le Représentant Spécial du Médiateur de la crise centrafricaine,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chefs de Missions diplomatiques et Représentants des Institutions Internationales,  
Madame Brigitte Dacko, ancienne première dame de Centrafrique,  
Mesdames, Messieurs les Représentants des Forces Vives de la Nation,  
Madame le Maire de la Ville de Bangui,  
Distingués invités,  
Mesdames, Messieurs,  
Mes Chers compatriotes,

Je tiens avant tout à remercier les uns d'avoir répondu favorablement à notre invitation et les autres de rehausser de leur présence cette cérémonie qui s'inscrit dans le cadre du suivi de l'application de l'Accord de cessation des hostilités signé à Brazzaville le 23 juillet 2014.

Après Brazzaville, il était en effet prévu d'organiser une série de séances de restitution à l'endroit de toutes les composantes de la société Centrafricaine pour une meilleure appropriation des termes de cet accord qui engage tous les Centrafricains, à quelque niveau que ce soit, dans la recherche de la cessation des violences et de la paix dans le pays.

L'objectif assigné à cet exercice était d'assurer une large diffusion du contenu de cet accord auprès de la population Centrafricaine qui en a certainement besoin pour s'en inspirer à chaque moment de la marche de notre pays vers la sortie définitive de crise.

Pour des raisons liées aux priorités nationales notamment d'ordre politiques consécutives à la nomination du Premier Ministre et à la mise en place du gouvernement au mois d'août d'abord et ensuite à mon absence du pays au cours du mois de septembre, le lancement de ces séances de restitution qui devrait en même temps marquer le début du processus d'application effective de l'accord de cessation des hostilités n'a pu se faire. Aujourd'hui c'est chose faite et malgré le délai pris, je voudrais me réjouir du démarrage effectif de ces séances de restitution.

Le gouvernement est régulièrement interpellé par la population sur le démarrage de l'application de l'accord de cessation des hostilités que certains qualifient même prématurément d'accord mort né. Tout en traduisant le sentiment d'impatience d'une partie de notre population encore confrontée aux faits de violence, de braquage et de destruction après la signature de cet accord, ces jugements expriment la nécessité de vulgariser les procédures et processus par lesquels il faut passer pour réaliser les engagements qui ont été ainsi pris.

Au retour de Brazzaville, le comité préparatoire du forum de réconciliation présidé par l'ancien Premier Ministre s'était immédiatement transformé en comité de pilotage du processus politique qui devrait travailler, au plan national, à la préparation et à l'organisation des phases 2 et 3 retenues à Brazzaville. La mise en œuvre d'actions concrètes participent du mécanisme de retour à une paix durable et est le gage de l'organisation d'élections libres et transparentes à la fin de la Transition. C'est ce travail qui se poursuit sous la houlette de l'actuel Premier Ministre autour du plan d'actions qui a été élaboré et qui fait encore l'objet de discussions avec la Communauté Internationale avant sa validation.

A ce niveau, certains ont estimé qu'il va falloir se passer d'un organe de pilotage et, on ne sait comment, faire avancer le processus politique de dialogue et de réconciliation. C'est pourquoi je saisis cette occasion pour dire clairement que nous ne pouvons pas engager des actions d'envergure dans ce domaine sans un organe constitué de personnes compétentes et responsables pour réfléchir à ce qui doit être fait, à la meilleure manière de le faire et à la mobilisation des moyens pour le faire. En outre, à côté de la Commission de Suivi prévue par l'Accord de Brazzaville dans laquelle est impliquée la Communauté Internationale, il n'y a que le Comité de pilotage au plan national qui s'occupe de ce dossier.

Ce comité est à pied d'œuvre et j'exhorte mes compatriotes qui expriment une impatience légitime de faire confiance à ce comité piloté par le Premier Ministre qui ne mettra certainement plus beaucoup de temps pour décliner les actions concrètes retenues pour les phases 2 et 3 qu'il conduit mais surtout le calendrier de la mise en œuvre de ces actions que tout le monde attend.

Il est vrai que nous avons un agenda de la Transition qu'il serait judicieux de respecter. Cependant la délicatesse des questions de dialogue et de réconciliation dans notre pays commande, à mon humble avis, que nous prenions un certain nombre de précautions et surtout que nous évitions la précipitation.

Si j'ai insisté pour que le processus en cours se détourne des erreurs des précédents fora, c'est justement parce que dans la précipitation le traitement de ces questions était resté à un niveau superficiel, si ce n'est pas que des questions essentielles ont été purement et simplement escamotées. Le peuple Centrafricain a tellement souffert des erreurs de son élite que je me suis engagée à garantir la mise en œuvre d'un processus fondé sur des principes de franchise, de sincérité et de positivité qui viserait fondamentalement la reconstruction du pays sur des bases solides.

Distinguées Personnalités,  
Chers Compatriotes,

Je ne dirai jamais assez : la réconciliation dans notre pays est bien possible. La soif de paix se ressent chaque jour au sein de notre population. C'est pourquoi la réussite du processus de dialogue et de réconciliation est un enjeu qui engage la responsabilité des Institutions de la transition et de tous les acteurs impliqués dans la crise mais aussi celle de tous ceux qui l'ont subi passivement.

Un pas important a été franchi à Brazzaville que nous devons désormais transformer en opportunité pour avancer résolument. Il constitue le pont devant permettre le passage vers une paix des cœurs et des esprits, seule alternative possible pour la refondation de la République Centrafricaine.

S'approprier l'esprit et la lettre de l'accord de Brazzaville, s'investir résolument dans le processus

de dialogue participatif et inclusif pour une sortie durable de la crise dans notre pays, tel est l'objectif commun vers lequel nous devons tous tendre.

C'est pourquoi, les populations ne doivent pas se laisser distraire par des rumeurs non fondées, notamment de détournements de deniers publics et de retour des troupes tchadiennes dans ma garde rapprochée. Ma sécurité personnelle est actuellement assurée par le contingent Rwandais de la Minusca qui me donne entièrement satisfaction. Je n'ai donc pas de raison de revoir ce dispositif à l'heure actuelle.

La population doit savoir la vérité sur les agitations actuelles. Ces agitations purement politiciennes sont essentiellement dues à des problèmes de conquête de pouvoir et de partage de postes. Les exigences et l'impatience des responsables de certains groupes à occuper des postes de responsabilité au sein du gouvernement, de l'administration ou des sociétés d'Etat et d'économie mixte, sans commune mesure avec leurs capacités réelles ou leur intégrité morale expliquent également ces agitations. Pourtant, dans le cadre de l'ouverture que j'ai toujours prônée, je m'employais à rechercher et à négocier des opportunités pour certains. Mais leur impatience est à la mesure de leur ambition.

S'agissant des appuis reçus de l'Angola, nul ne parle de mon implication personnelle ayant abouti à la signature du prêt de plus de 10 milliards de francs CFA pour la réhabilitation et la restructuration de nos forces de défense et de sécurité, en cours de finalisation. Nul ne parle des négociations en cours pour la construction des logements sociaux, pour la reprise de certaines sociétés à pertes de vitesse pour relancer le secteur privé et développer des opportunités d'emplois en faveur des jeunes. Nul ne parle des appuis multiformes reçus de ce pays frère venu à notre secours dans un élan de solidarité africaine.

Tous se focalisent de manière malsaine sur la gestion d'une partie du don Angolais correspondant à un milliard de francs CFA. Il s'agit de fonds politiques utilisés en partie pour assurer la sécurité du pays, défendre la politique du chef de l'Etat, comme dans tous les pays du monde. Il n'est en effet pas imaginable de ne pas laisser certains fonds à la libre disposition du gouvernement. Par pur esprit de transparence, le moment venu, je donnerais les éléments de réponse sur l'utilisation de ces fonds spéciaux qui a permis le fonctionnement a minima de l'Etat et l'apaisement de certaines forces vives et groupes armés. Beaucoup seront surpris de voir la longue liste des bénéficiaires de ces fonds dont ceux qui crient au voleur en ce moment.

Mes Chers Compatriotes,

Il nous est tous difficile de comprendre que de retour au pays, après mon séjour aux Etats Unis où j'ai défendu le dossier centrafricain avec conviction, fermeté et succès, il me soit demandé de démissionner pour satisfaire aux caprices des gens ayant pourtant eu une grande part de responsabilité dans la situation catastrophique actuelle de notre pays.

Je me suis toujours positionnée en rassembleuse de tous les centrafricains. Je resterais dans cette posture jusqu'à la fin de la transition que je souhaite voir aboutir le plus rapidement possible, en réaffirmant une fois encore que je ne serai pas candidate aux élections à venir.

Pour réussir cette transition de manière apaisée, il est fondamental que les plus hauts responsables des institutions de la transition donnent l'exemple d'une cohésion nationale et en se mettant au dessus de la mêlée. Il transparait de nos propos et de nos attitudes encore trop d'amertume et de rancœur. C'est pourquoi, il est urgent que nous donnions l'exemple en désarmant notre cœur et notre esprit.

Je demande donc à tous les centrafricains de garder leur calme et leur confiance en moi. Qu'ils ne se laissent pas abuser par les assoiffés du pouvoir à la recherche de raccourcis pour y parvenir. Sur ce, je déclare ouverts les travaux de la journée de restitution des résultats du forum de Brazzaville.  
Je vous remercie.

Source : Mardi 7 Octobre 2014 - 16:10 - bœafrika Sango